

CONSEIL MUNICIPAL - SEANCE DU JEUDI 8 DECEMBRE 2022

REPUBLIQUE FRANCAISE
Département des Pyrénées-
Orientales
Commune d'ARGELES-SUR-MER



CLASSEMENT ISSU DE LA
NOMENCLATURE
« ACTES »

3.5.3 Affichage publicitaire,
enseignes

DELIBERATION
MUNICIPALE

N° 29

L'an deux mille vingt-deux, le huit décembre, à 19 heures, les conseillers municipaux, régulièrement convoqués, se sont réunis au lieu habituel de leurs séances, sous la présidence de **M. Antoine PARRA**, Maire.

PRESENTS 28	Messieurs :	ALBERTY ; CAMPIGNA ; CASANOVAS ; COMANGES ; DONNET ; ESCLOPE ; FABRE ; LAFOND ; PARRA ; PINEDA ; RIBARD ; RIUS ; THADEE ; VILANOVE ;
	Mesdames :	BARNADES ; COLOME-IsnARD ; DE CAPELE ; FOURC ; FROIDEVAUX ; GOT ; MICHALAK-GUIMBER ; MORESCHI ; NADAL ; PUJADAS-ROCA ; PICOT ; SAIGNOL ; SANZ ; VEZIAT ;
EXCUSES 3	Messieurs :	M. FILHOL procuration Mme. PICOT M. TRIQUERE procuration Mme. COLOME-IsnARD
	Mesdames :	Mme. SADOK procuration Mme FOURC
ABSENTS 2	Messieurs :	DUCASSY
	Mesdames :	DIAZ-GONZALEZ
SECRETAIRE DE SEANCE		GOT

REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE – REVISION – BILAN DE LA CONCERTATION ET ARRET DE PROJET

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.2122-21 ;

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L.581-14 et suivants ;

VU l'arrêté municipal portant Règlement Local de Publicité en date du 8 septembre 2009 ;

VU la délibération du Conseil municipal en date du 17 décembre 2020 prescrivant la révision du Règlement Local de Publicité, et définissant les objectifs de la commune ainsi que les modalités de la concertation ;

CONSIDERANT que l'amélioration de la qualité du cadre de vie et la protection des paysages, la lutte contre la pollution visuelle constituent les objectifs principaux de cette réglementation sur la publicité, étant entendu que les dispositions du RLP doivent également garantir la liberté d'expression, ainsi que la liberté du commerce ;

CONSIDERANT que la commune d'ARGELES-SUR-MER, a adopté les objectifs suivants pour le futur RLP :

- Préserver une image attractive de la commune grâce à une réduction significative de l'affichage publicitaire
- Protéger le cadre de vie grâce à une diminution importante de la pollution visuelle
- Limiter la consommation énergétique liée à l'affichage publicitaire.

CONSIDERANT que le projet de RLP révisé comprend :

- Un rapport de présentation, la définition des orientations, l'explication des choix et de zones d'autorisation ou d'interdiction de la publicité/enseignes/pré-enseignes ;
- Un règlement applicable aux différentes zones du RLP ;
- Des annexes qui intègrent les zonages d'application, ainsi que la définition précise de la limite de l'agglomération.

CONSIDERANT que, à ce stade, le projet de RLP tenant compte des enseignements de la concertation, désormais finalisé, est suffisamment avancé pour être arrêté ;

CONSIDERANT que le RLP est révisé conformément aux procédures de révision des plans locaux d'urbanisme ;

CONSIDERANT qu'en ce qui concerne les modalités de concertation prévues dans la délibération du 17 décembre 2020, et pour répondre aux principes énoncés par l'article L.300-2 du code de l'urbanisme, il a été convenu que les modalités suivantes étaient les plus adaptées :

- Une information dans le journal municipal
- Une communication à l'Indépendant du 23/10/2022
- Une communication à la Semaine du Roussillon du 11/10/2022
- Une communication à la Lettre Hebdomadaire 07/10/2022 et du 14/10/2022
- Une information sur le site Internet de la commune le 7 octobre 2022
- Une réunion le 30 juin 2022 avec les Personnes Publiques Associées
- Une réunion le 30 juin 2022 avec les acteurs économiques locaux (annonceurs publicitaires)
- La mise à disposition d'un registre à l'hôtel de ville destiné aux observations de toutes les personnes intéressées.

CONSIDERANT que ces modalités de la concertation définies par la commune ont été respectées ;

CONSIDERANT que la séquence de concertation montre une faible implication du public et des acteurs économiques locaux, comme en témoigne l'absence de remarques portées sur le registre mis à disposition à l'accueil de la mairie ou sur l'adresse mail, et qu'en réalité seules les personnes directement impliquées au titre de leur compétence (Personnes Publiques Associées) ou de leur activité (professionnels) se sont manifestées ;

CONSIDERANT que conformément aux articles L 153-16, L 153-17 et L 132-12 du code de l'urbanisme, le projet de RLP arrêté sera transmis pour avis :

- Aux Personnes Publiques Associées mentionnées aux articles L 132-7 et L 132-9 du code de l'urbanisme,
- Aux personnes publiques consultées qui ont souhaité l'être et que conformément à l'article L 581-14-1 du code de l'environnement, le projet de RLP arrêté, sera transmis pour avis à la commission départementale compétente en matière de nature, de paysages et de sites ;

CONSIDERANT que la commune, était dotée d'un Règlement Local de Publicité depuis le 5 novembre 1998 qui devenait caduque de par la loi à compter du 14 janvier 2021 (Loi ENE du 12 juillet 2010) ;

CONSIDERANT que par la délibération n°5 du 17 décembre 2020, la ville décidait le lancement de la révision de son Règlement Local de Publicité (RLP), en définissant les objectifs et en fixant les modalités de concertation ;

Le Conseil municipal à l'unanimité, 4 abstentions (Mme. COLOME-ISNARD, Mrs. CAMPIGNA, COMANGES et TRIQUERE).

ARRETE le projet de RLP révisé tel qu'il est annexé à la présente délibération,

PREND ACTE que le projet de RLP révisé sera notifié pour avis aux Personnes Publiques Associées et aux Personnes ayant demandé à être consultées, avant l'organisation de l'enquête publique préalablement à l'approbation définitive du RLP,

SOUJET le projet de RLP révisé pour avis à la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites,

DIT que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois. Mention de cet affichage sera en outre insérée en caractères apparents dans deux journaux diffusés dans le département. Elle sera publiée au recueil des actes administratifs de la Commune,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout document permettant l'exécution de la présente délibération,

CHARGE Monsieur le Maire de notifier cette décision aux services préfectoraux.

Ainsi fait et délibéré les jour mois et an ci-dessus, et ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait conforme,

Le Maire :



Antoine PARRA

LA PRESENTE DELIBERATION PEUT
FAIRE L'OBJET D'UN RECOURS
AUPRES DU TRIBUNAL
ADMINISTRATIF DANS UN DELAI DE
DEUX MOIS A COMPTER DE SA
PUBLICATION ET DE SA RECEPTION
PAR LE REPRESENTANT DE L'ETAT.

